

GHT de la Haute-Saône

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

Remplacement du groupe de production d'eau glacée
Site de Lure

Procédure n° 25-38 :

Marché passé en application du Code de la Commande Publique
Marché de travaux passé selon une procédure adaptée (MAPA)
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

Date limite de remise des plis :

Le 12 Septembre 2025 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Visite recommandée : 28/08 et 03/09 avec inscription préalable

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 26 pages et 0 annexes.

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	1
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION.....	6
ARTICLE 7. LIEUX DE D’EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	7
ARTICLE 9. AVANCES, RETENUE DE GARANTIE ET ACOMPTES	8
CHAPITRE III – PRIX ET REGLEMENTS.....	8
ARTICLE 10. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER.....	14
CHAPITRE IV – DELAIS MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS ET SUIVI.....	15
ARTICLE 13. PROVENANCE QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
ARTICLE 14. DELAI D’EXECUTION	15
ARTICLE 15. OBLIGATION GENERALES DU TITULAIRE.....	17
ARTICLE 16. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
ARTICLE 17. EVOLUTION REGLEMENTAIRE	19
ARTICLE 18. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	19
ARTICLE 19. RESPONSABILITE	19
CHAPITRE V – RECEPTION DES OUVRAGES - GARANTIE - ASSURANCES.....	19
ARTICLE 20. RECEPTION ET MISE A DISPOSITION	19
ARTICLE 21. DELAI DE GARANTIE.....	21
ARTICLE 22. ASSURANCES	22
ARTICLE 23. PENALITES.....	23
ARTICLE 24. RESILIATION DU MARCHE.....	25
ARTICLE 25. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	25
ARTICLE 26. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	25
CHAPITRE VI – DEROGATIONS AU CCAG	26

Chapitre I – Acheteur Public

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.GH70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed BENCHIHEB
Cellule des Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex.

Référent technique du dossier : Monsieur Luc Roubez
Fonction : Ingénieur Maintenance Entretien Bâtiment
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur David TISSERANT
Fonction : Cadre service technique site de Lure
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
37 Rue Carnot - 70200-LURE

Chapitre II – Dispositions générales

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet des travaux de remplacement d'un groupe de production d'eau glacée posé en toiture sur le site de Lure du Groupe Hospitalier de la Haute Saône. (70000).

Les travaux consistent notamment en la dépose de l'installation existante (réseaux électriques et tuyauteries existantes) pour préparer l'installation du nouveau groupe de production d'eau glacée, **en lieu et place d'un équipement de dépannage provisoirement installé et qui sera déposé par le loueur en Septembre 2025.**

Les prestations comprendront également l'ensemble des éléments liés à cette installation (collecteurs hydrauliques, calorifugeage, raccordement électrique, installation expansion et système de remplissage d'appoint).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
--	---	---	--

5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un marché public ordinaire de travaux (exécution), passé à prix global et forfaitaire.

Le marché est un :

- | | | |
|---|---|---|
| • Accord cadre à « bons de commande » | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| Avec un minimum ⁽¹⁾ en valeur ou quantité | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Avec un maximum ⁽²⁾ en valeur de 80 000€HT. | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Mono-attributaire | | |
| <input type="checkbox"/> Multi-attributaires | | |
| • Marché à tranches | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Marché réservé | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

- Concession

☐ Oui

☒ Non

5.3. Allotissement

Marché alloti :

☐ Oui

☒ Non

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas alloter un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En l'espèce, les besoins de l'acheteur peuvent être satisfaits de manière plus pertinente d'un point de vue technique dans le cadre d'un lot unique.

5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
4533100086	Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation

5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Variantes facultatives ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives ☐ Oui ☒ Non

5.6. Quantités prévisionnelles

Les quantités prévisionnelles annuelles sont indiquées dans la DPGF.
Elles sont données à titre indicatives.

5.7. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à 80 000€ HT.
L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

5.8. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :
En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☐ Oui ☒ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☐ Oui ☒ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

5.9. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

5.10. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 6. Durée du marché et reconduction

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

Date prévisionnelle de notification des travaux : 20 Septembre 2025.

Travaux à réaliser sur la période du **15 Octobre au 15 Décembre 2025** (incluant la levée des réserves).

Le marché débutera à compter de la date indiquée lors de la notification, ou à défaut, de la date de réception de la notification.

Les délais d'exécution incombant au Titulaire sont définis dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux validé des deux parties post-notification.

Les travaux devront être terminés et les éventuelles réserves levées au plus tard le 15 décembre 2025. Le marché arrivera à échéance à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

Article 7. Lieux de d'exécution du marché

Etablissement	Adresse du site
Hôpital de Lure	37 Rue Carnot -70200 LURE

Article 8. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

8.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et la DPGF au format Excel
- Le présent cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Le mémoire technique
- La fiche contact à compléter par les candidats (1 onglet par lot)
- Les formulaires DC1 et DC2

8.2. Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur. Ce document général non joint est réputé connu du titulaire du marché. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé, le(s) titulaire(s) sera soumis aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur.

8.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

8.3.1 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

8.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 9. Avances, retenue de garantie et acomptes

9.1. Avances

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance (point B4 de l'ATTRI 1).

9.2. Retenue de garantie

Avec retenue de garantie :

Une retenue de garantie de 5 % sera prélevée dans les conditions prévues aux articles L.2191-7 et R. 2191-32 à 35 du code de la commande publique.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du Titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles 123 et 124 du décret n° 2016-360 du 26 mars 2016 modifié, avant la première demande de paiement.

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

9.3. Acomptes et paiements partiels

Avec acomptes et paiements partiels :

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif

Chapitre III – Prix et règlements

Article 10. Contenu et caractère des prix

10.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

10.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, aux pièces détachées, aux essais de bon fonctionnement, à l'hébergement et au déplacement.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Afin de déterminer ce prix forfaitaire, il appartient à l'entreprise de procéder à toutes les vérifications concernant les quantités données à titre indicatif. Les éventuelles modifications de quantités seront bien spécifiées. L'entreprise devra notamment signaler à la Maîtrise d'Œuvre toutes erreurs de côtes ou de contradictions entre les plans et remettre son offre en conséquence.

En tout état de cause, cette information ne pourra en aucun cas être utilisée par l'entreprise pour engager la responsabilité du maître de l'ouvrage. Il est précisé que les pièces écrites et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix global et forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux plans, que ceux fournis par les soumissionnaire, et décrits ou non dans les pièces écrites mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans le dossier de consultation.

Les entreprises ont l'obligation de remettre leurs offres conformément au Dpgf joint au dossier de consultation.

En cas d'omissions ou d'erreurs dans les pièces écrites, plans ou quantitatifs, l'entreprise a obligation de remettre son offre en tenant compte de ces omissions ou erreurs et de les signaler à la Maîtrise d'Ouvrage avant la signature des marchés.

Chaque candidat indiquera le prix hors taxe et le prix toutes taxes comprises.

Le BPU / DPGF se trouve en annexe de l'acte d'engagement.

Chaque candidat indiquera le prix hors taxe et le prix toutes taxes comprises.

10.2.1 Coûts des travaux

Les prix du marché sont conclus en Euros (€) et hors T.V.A. et établis en tenant compte :

- des dépenses résultant de la réalisation des études et de la réalisation des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes,
- de toutes les prestations nécessaires pour réaliser un ouvrage complet, adapté à son usage, respectant le dossier technique (CCTP) et fonctionnant de manière satisfaisante,
- De l'ensemble des normes, réglementations, règles de l'art permettant à la maîtrise d'ouvrage de bénéficier d'un ouvrage satisfaisant. A ce titre, en cas de prescriptions allant à l'encontre de l'intérêt de la maîtrise d'ouvrage (usage médico-social, pérennité dans le temps etc...), le Titulaire a un devoir d'alerte auprès du maître d'ouvrage,
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

10.2.2 Coûts indirects de réalisation

Les prix du marché comprendront également tous les coûts directement ou indirectement liés.

10.2.3 Coûts liés au caractère occupé des lieux

Les prix du marché comprendront également :

- Toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et importance, du milieu dans lequel se dérouleront les travaux et des sujétions particulières d'intervention induites.
- Du caractère occupé et en activité de l'établissement. Le site est un établissement sanitaire recevant des livraisons, il est impératif que le titulaire veille à la préservation du maintien de l'activité logistiques de l'établissement.

10.3. Mois d'établissement du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 Travaux correspondant au mois de la date limite de remise des offres, figurant dans l'acte d'engagement.

10.4. Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

10.5. Choix des index de référence

Sans objet.

10.6. Révision provisoire

Sans objet.

Les prix sont fermes pour toute la durée d'exécution de la prestation.

10.7. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur le BPU (annexe de l'acte d'engagement) les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

10.8. Travaux modificatifs

10.8.1 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Dans le cas où le titulaire exécuterait de sa propre initiative des travaux supplémentaires sans ordre de service préalable, aucun supplément de prix, ni prolongation du délai contractuel d'exécution ne sera accordé

10.8.2 Généralités et demandes de devis

Les travaux modificatifs feront l'objet d'une décision expresse émise par le Maître d'ouvrage.

Sauf indication expresse, les travaux modificatifs sont réputés être réglés suivant les prix unitaires du marché. Les travaux modificatifs seront révisés ou actualisés dans les mêmes conditions que les travaux du marché initial.

Ces devis seront transmis au Maître d'ouvrage en une seule fois, sous une forme complète et conforme aux clauses du marché.

En cours d'études ou de réalisation des travaux, toutes les modifications à l'initiative du Titulaire ayant pour effet d'améliorer le niveau de performance demandé initialement sont réputées acquises au Maître d'ouvrage. Toute remise en question de ces modifications nécessite l'aval du Maître

d'Ouvrage, après avoir été dûment informé par le Titulaire des conséquences des modifications apportées.

Article 11. Modalités de règlement des comptes

11.1. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

11.1.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial, précise des informations prévues à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

Conformément à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux, le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Le titulaire doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

11.1.2 Modalités de paiement direct

En cas de cotraitance :

- La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

En cas de sous-traitance du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11.2. Présentation des demandes d'acomptes

11.2.1 Etat d'acompte périodique

Les projets de décompte sont obligatoirement présentés par le Titulaire suivant la forme prescrite par le maître d'ouvrage, adressés sous format informatique.

Ils devront être présentés à la fin de chaque mois. A défaut ceux-ci pourront être reportés au mois suivant.

Les études et travaux sont payés à terme échu, selon une périodicité mensuelle, après validation de l'état d'avancement des prestations par la maîtrise d'ouvrage et la production de l'état d'acompte.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes accompagnées des justificatifs nécessaires.

Au jour de la consultation, et conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est le taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève, quant à elle, à 40 euros. Le taux des intérêts moratoires sera celui en vigueur au moment de l'exigibilité du règlement.

Le paiement du solde doit intervenir dans les mêmes conditions à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication de l'index de référence permettant la révision du solde ou date de réception par la personne chargée de la gestion du marché du projet de décompte.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le maître d'ouvrage fait ordonnancer, dans les délais prévus au deuxième alinéa, les sommes qu'il a admises. Le complément est ordonnancé, le cas échéant, après règlement du désaccord, ce complément donne lieu à des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Toutefois, si le maître d'ouvrage est empêché du fait du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants, de procéder à une opération nécessaire au règlement, les délais sont suspendus pour une période égale au retard qui en est résulté.

11.2.2 Décompte général définitif

Après achèvement des travaux, l'entrepreneur transmettra son **projet de décompte final** établi suivant les dispositions du C.C.A.G. Travaux, à l'exception d'une réception avec ou sous réserve (voir ci-dessous).

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 et 13.4 CCAG Travaux, en cas de réception avec ou sous réserves, la transmission du projet de décompte final par le titulaire ne peut s'opérer qu'une fois les réserves de réception levées. Cette transmission déclenche les délais fixés au C.C.A.G. Travaux.

Le maître d'œuvre établira, au vu du projet de décompte final établi par l'entrepreneur, le **projet de décompte général** suivant les dispositions du C.C.A.G.

Après signature du projet de décompte général par le représentant de l'acheteur, celui-ci le notifiera au titulaire suivant les dispositions du C.C.A.G.

Après signature par le titulaire, le décompte général deviendra le **décompte général et définitif** (DGD) du marché.

Le paiement du solde intervient dans le délai de **50 jours** à compter de la réception du décompte général et définitif par le représentant de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 et 13.4 CCAG Travaux, dans le cas où le représentant de l'acheteur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés au présent article et que l'ouvrage a été réceptionné sans réserve, le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé.

Le représentant de l'acheteur notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 60 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé. Passé ce délai, si le représentant de l'acheteur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux, le représentant de l'acheteur n'est pas tenu de notifier au titulaire le montant des révisions de prix dans le délai de 10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

11.3. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

11.4. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier définit par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

- ° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**
- ° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0206	Service technique grands travaux
------	----------------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
70 000 VESOUL Cedex

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 12. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre IV – Délais et Modalités d'exécution des prestations et suivi

Article 13. Provenance qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits

13.1. . - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

13.2. Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

Article 14. Délai d'exécution

14.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution part de la date fixée par la réception du bon de commande et comprend :

- La durée de la période de préparation (études, relevés) et de réalisation des travaux
- Le délai de nettoyage général final,
- La marche à blanc des installations techniques,
- Les essais et mises au point,
- La réception des ouvrages,

Les garanties contractuelles complètent ces délais et sont exposées ci-après

14.2. Prolongation du délai d'exécution

En cas de survenance d'un cas exposé ci-dessous, les coûts directs seront pris en charge par le maître d'ouvrage à l'exception des frais d'immobilisation, des installations, matériels, équipements et personnel d'encadrement et de chantier sauf en cas de survenance d'une cause légitime qui lui serait imputable.

Les délais d'exécution seront prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'évènement aura perturbé l'exécution du marché.

14.2.1 Intempéries

En vue de l'application éventuelle du 2.3 de l'article 19 du C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, par année de travaux, est fixé à 1 jour par mois de travaux.

Toute prolongation des délais de réalisation intègre cette journée d'intempérie par mois de travaux.

Les Jours d'Intempérie seront déclarés le jour même de leur survenance par le Titulaire à la maîtrise d'ouvrage. Une fois la franchise ci-dessus purgée, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, à la condition expresse que ces conditions neutralisent toute possibilité de réalisation des travaux :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure à -2°C pendant plus de trois heures consécutives durant les heures normales de travail de l'entreprise
Pluie	Supérieure à 10 mm sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise
Vent	Supérieur à 60 km/h pendant 2 heures consécutives
Neige	2cm d'épaisseur sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise

14.2.2 Force majeure

Les cas de force majeure susceptibles d'avoir une influence sur le délai désignent tout évènement extérieur, irrésistible et imprévisible, tels qu'admis par les juridictions judiciaires et administratives. Ils sont contractuellement complétés par :

- de mauvais fonctionnements ou arrêts de distribution dus aux concessionnaires de service public et à l'établissement (alimentations en fluides),
- les injonctions administratives ou judiciaires ayant pour conséquence ou pour effet de suspendre ou arrêter la totalité des travaux, sauf si les injonctions administratives ou judiciaires sont prononcées à la suite d'une faute ou d'une négligence imputable au Titulaire ou aux entreprises qu'il a sélectionné pour réaliser les travaux.

Si l'une des parties invoque la survenance d'un cas de force majeure, elle le notifie immédiatement à l'autre partie, en précisant la nature de l'évènement, la ou les conséquence(s) en résultant ou susceptible(s) d'en résulter. La partie qui invoque un évènement de force majeure doit prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un évènement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

14.2.3 Cause légitime de retard

Désigne une cause légitime de retard au sens du présent marché, un évènement présentant de façon cumulative les caractéristiques suivantes :

- Indépendance de la volonté des parties,
- Imprévisibilité lors de la conclusion du marché et dont les effets à ce moment ne pouvaient être raisonnablement prévus,

- cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties, sont considérés comme cause légitime de retard les seuls évènements suivants :
 - les décisions prises par une autorité administrative ou judiciaire de suspendre ou d'arrêter les travaux réalisés en exécution du présent marché pour une cause non imputable au Titulaire, Toute prolongation du délai de réalisation sera notifiée par courrier du maître d'ouvrage.

Article 15. Obligation générales du titulaire

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

15.1. Obligation générale

Les soumissionnaires devront fournir tous les documents attestant de leur qualité professionnelle, de leur autorisation à exercer, de leur numéro d'agrément.

Pour le cas où ils seraient amenés à sous-traiter une partie de leur prestation, les soumissionnaires seront tenus de fournir le numéro d'agrément de leur sous-traitant.

15.2. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

15.3. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

15.4. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations

ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

15.5. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Article 16. Protection des données à caractère personnel

16.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service définis dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Les données à caractère personnel traitées sont les données relatives aux établissements qui comportent des données sur les noms, prénoms, coordonnées des interlocuteurs susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont lecture, écriture, transmission, suppression, interrogation, élaboration de statistiques. Enfin les finalités de ce traitement sont les formalités nécessaires au présent marché.

16.2. Obligation du sous-traitant

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

Article 17. Evolution réglementaire

Le titulaire s'engager à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

Article 18. Modification du marché public

Clauses de réexamen de contrat :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les équipements dans le cadre du marché pourront évoluer par rapport aux quantités figurant à l'annexe du présent CCAP.

Article 19. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Chapitre V – Réception des ouvrages - Garantie - Assurances

Article 20. Réception et mise à disposition

20.1. Réception

20.1.1 Procédure de réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG.

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le Maître d'ouvrage, et par le Titulaire.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant les délais de garantie décrits au présent CCAP, ne sont pas concluantes, la réception est rapportée (annulée).

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu ci-dessus.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes **dans le délai prescrit par la maîtrise d'ouvrage avec un maximum de 30 jours.**

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, les pénalités prévues au présent CCAP seront appliquées et le Maître de l'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse durant 10 jours minimum.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il sera fait application de l'article 43 du CCAG.

20.1.2 Documents à remettre lors de la réception

- Guides de conduite comportant les instructions complètes et détaillées pas à pas des différentes séquences de mise en marche, de régulation et d'arrêt, dans tous les cas de conduite pouvant se présenter, y compris toutes les procédures de marche dégradée,
- Guides d'entretien comportant les instructions complètes d'entretien et de fonctionnement des installations avec en particulier :
 - Les périodicités de remplacement des principales pièces,
 - Les cadences d'intervention,
 - La liste des matériels indiquant sous forme de tableau : marques, types, références, coordonnées postales et téléphoniques des fournisseurs,
 - Fiche particulière indiquant les mesures d'urgence à prendre en l'absence du spécialiste pour les principales pannes.
- Dossier de fin de marché (D.O.E.) comportant :
 - Les données de base,
 - La description des installations,

- La nomenclature des équipements, leurs repères et toutes les valeurs de réglages initiaux,
- Les notices techniques descriptives et d'entretien des fabricants des équipements,
- Les certificats de conformité,
- Le cahier de réception où seront consignés tous les PV de résultats des essais,
- Un dossier de maintenance.

Les documents seront remis en nombre suffisant aux différents intervenants :

- 2 exemplaires de l'ensemble des documents, dont 1 en format papier et 1 sur format informatique en versions dwg, pdf, xls et doc pour le Maître d'ouvrage,

Article 21. Délai de garantie

21.1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de chaque réception partielle, éventuellement prolongé sur la base des dispositions de l'article 44.2.

Le Titulaire s'engage donc à mettre en œuvre une garantie générale **d'un an** à compter de la réception des ouvrages, et devra notamment :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise identifiés lors de la réception,
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage en cours de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Ces désordres doivent être levés dans le délai prescrit par la maîtrise d'œuvre ou à défaut, dans un délai de 20 jour calendaire à compter de leur constat. A défaut, les pénalités exposées en article 23.7 s'appliqueront.

- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCAP,
- Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, dans les mêmes conditions que la remise des DOE, dossiers de maintenance

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, pour tout vice de construction identifié en cours de garantie, le délai de garantie peut être prolongé par décision unilatérale du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit par une entreprise tierce.

Les travaux effectués au titre de cette garantie sont eux-mêmes garantis un an à compter de la date de leur achèvement.

21.2. Garantie de bon fonctionnement

Cette garantie couvre les désordres affectant le bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

Cette garantie est d'une durée de 2 ans.

21.3. Garantie décennale

La garantie décennale suivant définition couvre la réparation des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Le Titulaire est responsable de plein droit de ces désordres, c'est-à-dire automatiquement, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Cette garantie est d'une durée de 10 ans.

Article 22. Assurances

Le Titulaire devra être assuré pour un montant couvrant le montant de l'opération TTC.

En cas de sinistre visant directement, indirectement ou de quelque manière que ce soit la responsabilité du Titulaire, celui-ci s'engage à ne pas opposer le montant de sa franchise au Maître d'ouvrage.

Les polices d'assurances de chaque entreprise prévoient que toute indemnité versée à ce titre au Maître d'ouvrage soit réglée en T.T.C.

Les attestations d'assurance devront être produites en début d'exécution de marché, à chaque début d'année calendaire et sur sollicitation de la maîtrise d'ouvrage dans un délai d'un mois à compter de la demande.

22.1. Absence ou insuffisance de garanties

Toute surprime appliquée par les assureurs du Maître d'ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du Titulaire, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

En outre, au vu des attestations d'assurances fournies par le Titulaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si l'ouvrage objet du marché nécessite des garanties plus élevées ou plus étendues.

Faute par le Titulaire ou les sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus, et du paiement régulier des primes, sur simple notification du maître de l'ouvrage à tout moment de l'exécution des ouvrages, leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

22.2. Assurance de responsabilité civile

Chaque entreprise, doit justifier d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, garantissant les tiers pendant et après les travaux pour les conséquences pécuniaires de dommages de toute nature, corporels, matériels et immatériels causés aux biens et personnes par accident, incendie, explosion, eau et vol dans le cadre de leur activité professionnelle

Chaque entreprise doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations et ce, au moyen d'attestations précises. Les assurances en responsabilité civile travaux étant en général renouvelables par tacite reconduction, les entreprises doivent justifier à chaque date anniversaire de son marché, de son assurance en responsabilité civile travaux.

Il est bien précisé ici à toutes fins utiles que la réception des travaux par le Maître d'ouvrage ne fera jamais obstacle à ce que le Titulaire puisse être appelé en garantie par ce dernier notamment si sa responsabilité civile professionnelle venait à être recherchée et / ou engagée suite à la réclamation d'un tiers du fait de dommages découlant de l'exécution du présent marché.

Le Maître d'Ouvrage appellera donc le Titulaire en garantie pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du Titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisées.

22.3. Assurance Dommage ouvrage

Sans objet

22.4. Assurance responsabilité civile décennale

Le Titulaire du marché doit, conformément à la loi du 4 janvier 1978 (reprise dans les articles 1792 et suivants du code civil et les articles L-241-1 et suivants du code des assurances) souscrire un contrat d'assurance la couvrant pour la responsabilité pouvant être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil.

Le Titulaire doit fournir à la date réglementaire d'ouverture de chantier (date communiquée par le maître de l'ouvrage et qui correspond à l'ouverture du chantier) une attestation qui justifie qu'elle a souscrit un contrat d'assurance en garantie décennale la couvrant pour la totalité des prestations comprises dans le marché.

En cas de changement d'assureur en cours de chantier, l'assuré doit continuer à déclarer l'ensemble des éléments concernant ce chantier et notamment le montant des travaux, avenants, ordres de services de travaux supplémentaires, à l'assureur initial qui restera tenu à la garantie toute la période de la garantie décennale.

22.5. Véhicules

Sur toute réquisition, les titulaires, cotraitants et sous-traitants doivent pouvoir justifier des assurances souscrites pour leurs propres véhicules ou ceux loués pour la réalisation des travaux.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 23. Pénalités

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du maître d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre. Les pénalités décrites ci-dessous sont indépendantes de tout préjudice réellement subi par le maître d'ouvrage et ne sont pas libératoires. L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues par ailleurs.

L'application d'une pénalité consécutive au non-respect d'un délai intermédiaire pourra avoir un caractère définitif, indépendamment du respect du délai global d'exécution du marché.

Sur décision de la maîtrise d'ouvrage, le produit du montant des pénalités citées ci-après vient en atténuation de la rémunération du mandataire ou du cotraitant jugé responsable de la défaillance. L'application peut se réaliser au choix du maître d'ouvrage par réfaction sur les situations suivant l'infraction ou par application finale sur le DGD.

Les pénalités appliquées par tranches (24h, jours etc...) sont applicables dans leur totalité dès le début d'une tranche.

23.1. Pénalités pour retard dans la remise de documents et ou d'échantillons

Une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée dans le cas de :

- retard dans la production des documents (plans, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances conforme au montant de l'opération...) réclamés par comptes rendus, email ou courrier par la Maîtrise d'ouvrage.

23.2. Retard sur les délais d'exécution

Le Titulaire subira, par jour calendaire de retard dans l'exécution de chaque prestation définie dans le planning d'exécution contractuel ou décrite dans un Compte rendu de réunion de chantier édité par la maîtrise d'ouvrage sans mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de :

- 100 € par jour pendant les 15 premiers jours calendaires de retard par dérogation à la fraction journalière mentionnée à l'article 20.1 du C.C.A.G. – Travaux
- 200 € par jour pendant les 30 jours calendaires suivants par dérogation à la fraction journalière mentionnée à l'article 20.1 du C.C.A.G. – Travaux
- 500€ par jour à compter du 46e jour de retard calendaire

23.3. Absences aux réunions

Une réunion de suivi de chantier sera organisée, réunissant à minima la Maîtrise d'ouvrage et le Titulaire.

En cas d'absence à cette réunion, l'intervenant dont la présence est requise pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 50 €.

23.4. Pénalités pour non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité

Une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction sera appliquée dans le cas de :

- demande de nettoyage des zones chantier laissées sans suite pendant plus de 24 heures

23.5. Pénalités pour retard dans la remise de documents pour le DOE et Dossiers de maintenance

Les plans, documents techniques et éléments de calculs nécessaires à l'élaboration du D.I.U.O. à fournir au fur et à mesure de l'avancement du chantier, devront être remis au Coordonnateur S.P.S. au plus tard dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la réception.

En cas de retard, une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard et par document sera retenue sur les sommes dues au Titulaire.

Le DGD ne pourra être réglé tant que les DOE ne seront pas remis.

23.6. Pénalités pour retard dans la levée des réserves.

Dans le mois suivant la réception des ouvrages, ou la notification de la réserve en cours de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections ou malfaçons dans les délais indiqués dans la déclaration de la réserve, le Titulaire se verra imputer une pénalité de 50 € par jour.

23.7. Pénalités pour retard dans la levée des désordres de garantie de parfait achèvement.

Tout désordre identifié en cours de garantie de parfait achèvement (GPA) doit être levé dans les délais indiqués en article 12 du présent CCAP. A défaut, le Titulaire se verra imputer une pénalité journalière de 80 par jour.

23.8. Pénalités pour intervention d'un sous-traitant non déclaré.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité forfaitaire de :

- 500 € pour la première sous-traitance non déclarée
- 1 000 € pour la deuxième sous-traitance non déclarée
- 2 000 € pour les sous-traitances non déclarées suivantes

Ces pénalités seront accompagnées de l'interdiction immédiate d'accès au chantier du sous-traitant occulte.

Il est précisé qu'une sous-traitance occulte s'entend comme une absence de présentation d'un sous-traitant, non remise du PPSPS ou absence de visite d'inspection commune.

23.9. Non production d'attestation d'assurance.

A défaut de produire les attestations référencées en Article 15 - du présent CCAP dans les délais prescrits par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire se verra imputer une pénalité de 100€ par jour calendaire.

23.10. Cumul des pénalités.

Toutes les pénalités citées ci-avant sont cumulables entre elles.

Article 24. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG FCS s'appliquera de plein droit.

Article 25. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 26. Droit applicable et tribunal compétent

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail: greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,

54038 Nancy Cedex

Tel : 03-83-34-25-23

Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé	Objet
Article 8.1	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 23	Article 19.1	Pénalités
Article 25	Article 52.3	Exécution aux frais et risques du titulaire